



## LETTRE DU ROI

*Pour la convocation des États-généraux , à Versailles ,  
le 27 Avril 1789.*

## DE PAR LE ROI.

NOTRE AMÉ ET FÉAL, Nous avons besoin du concours de nos fidèles Sujets pour nous aider à surmonter toutes les difficultés où nous nous trouvons, relativement à l'état de nos finances, & pour établir, suivant nos vœux, un ordre constant & invariable dans toutes les parties du Gouvernement qui intéressent le bonheur de nos Sujets & la prospérité de notre Royaume. Ces grands motifs nous ont déterminés à convoquer l'Assemblée des États de toutes les provinces de notre obéissance, tant pour nous conseiller & nous assister dans toutes les choses qui seront mises sous ses yeux, que pour nous faire connoître les souhaits & les doléances de nos Peuples; de manière que, par une mutuelle confiance & par un amour réciproque entre le Souverain & ses Sujets, il soit apporté le plus promptement possible un remède efficace aux maux de l'État, & que les abus de tout genre soient réformés & prévenus par de bons & solides moyens qui assurent la félicité publique, & qui nous rendent à nous particulièrement le calme & la tranquillité dont nous sommes privés depuis si long-temps.

A CES CAUSES, Nous vous avertissons & signifions que notre volonté est de commencer à tenir les États libres & généraux de notre Royaume, au lundi 27 Avril prochain, en notre ville de Versailles, où nous entendons & désirons que se trouvent aucun des plus notables Personnages de chaque province, bailliage & sénéchaussée. Et pour cet effet, vous mandons & très - expressément enjoignons

D

Caus  
Lib  
FRE  
9910  
no. 18

sans plus  
de chaque Ordre, tous Personnages dignes de cette grande  
marque de confiance, par leur intégrité & par le bon esprit  
dont ils seront animés : lesquelles convocations & élections  
seront faites dans les formes prescrites pour tout le Royaume,  
par le Règlement annexé aux présentes Lettres; & seront  
lesdits Députés munis d'instructions & pouvoirs généraux &  
suffisans pour proposer, remontrer, aviser & consentir tout  
ce qui peut concerner les besoins de l'État, la réforme des  
abus, l'établissement d'un ordre fixe & durable dans toutes  
les parties de l'Administration, la prospérité générale de notre  
Royaume, & le bien de tous & de chacun de nos Sujets;  
les assurant que de notre part ils trouveront toute bonne  
volonté & affection pour maintenir & faire exécuter tout ce  
qui aura été concerté entre Nous & lesdits États, soit relati-  
vement aux impôts qu'ils auront consentis, soit pour l'éta-  
blissement d'une règle constante dans toutes les parties de  
l'Administration & de l'ordre public; leur promettant de  
demander & d'écouter favorablement leurs avis sur tout ce  
qui peut intéresser le bien de nos Peuples, & de pourvoir  
sur les doléances & propositions qu'ils auront faites, de telle  
manière que notre Royaume, & tous nos Sujets en particulier,  
ressentent pour toujours les effets salutaires qu'ils doivent  
se promettre d'une telle & si notable Assemblée.

DONNÉ à Versailles, le sept Février mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* LOUIS; *Et plus bas*, LAURENT DE VILLEDEUIL.



# R È G L E M E N T

## FAIT PAR LE ROI,

*Pour l'exécution des Lettres de convocation aux prochains États-généraux, dans sa Province de Languedoc.*

Du 7 Février 1789.

LE ROI s'étant réservé de déterminer, par des Règlemens particuliers, la forme dans laquelle les Pays administrés par des États provinciaux seroient convoqués à l'Assemblée des États-généraux de son Royaume, s'est fait rendre compte, en son Conseil, des usages anciennement observés dans sa province de Languedoc, & des mémoires que les États, actuellement assemblés, lui ont présentés. Sa Majesté a reconnu que depuis l'année 1483, les Lettres de convocation ont toujours été adressées aux Sénéchaux de cette province; que les cahiers de doléances, & le choix des Députés aux États-généraux ont été faits constamment par Sénéchaussées, & que dans les listes des Représentans du Languedoc aux précédens États-généraux, on voit indistinctement des Membres des États de la province, & des personnes qui n'en faisoient pas partie. Sa Majesté est donc persuadée qu'Elle ne porte aucune atteinte aux droits réels des États, en suivant pour la convocation de ses Sujets de Languedoc aux États-généraux, les formes qu'Elle a adoptées pour tout son Royaume, formes qui permettront à tous les habitans du Languedoc de faire parvenir jusqu'à Elle, ou médiatement ou immédiatement, leurs vœux & leurs

réclamations; & ils n'oublieront point sans doute, en fixant leur confiance, & en dirigeant leurs suffrages, que les États de Languedoc n'ont cessé de donner des preuves du plus fidèle attachement aux intérêts de la province. En conséquence, Sa Majesté a ordonné & ordonne que les Lettres de convocation, & le Règlement y joint, du 24 janvier dernier, seront incessamment envoyés au Gouverneur de sa province de Languedoc, qui les fera passer aux Sénéchaux de ladite province, & en leur absence à leurs Lieutenans, pour être exécutés suivant leur formé & teneur dans toutes les Sénéchaussées indiquées par l'état annexé au présent Règlement.

FAIT & arrêté par le Roi, étant en son Conseil, tenu à Versailles, le sept Février mil sept quatre - vingt - neuf.  
*Signé* LOUIS; *Et plus bas*, LAURENT DE VILLEDEVIL.

*ÉTAT, par ordre alphabétique, des Sénéchaussées de la province de Languedoc qui députeront directement aux États-généraux; avec le nombre de leurs députations; chaque députation composée d'un Député du Clergé, d'un de la Noblesse, & de deux du Tiers-état.*

S É N É C H A U S S É E S.	NOMBRE des DÉPUTATIONS.
Annonay.....	1.
Béziers.....	2.
Carcassonne.....	2.
Castelnaudary.....	1.
Castres.....	1.
Limoux.....	1.
Mende.....	1.
Montpellier.....	1.
Nîmes.....	3.
Puy-en-Vélay.....	1.
Toulouse.....	4.
Villeneuve-de-Berg.....	2.
	20.

FAIT & arrêté au Conseil d'État du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles, le sept Février mil sept cent quatre-vingt-neuf. *Signé* LAURENT DE VILLEDEUIL.



*ÉTAT, par ordre alphabétique, des villes de la province de Languedoc qui doivent envoyer plus de quatre Députés à l'Assemblée de leur Sénéchaussée, & le nombre de Députés que chacune y enverra.*

N O M S des V I L L E S.	N O M B R E de D É P U T É S.	N O M S des V I L L E S.	N O M B R E de D É P U T É S.
Agde.....	6.	Le Puy.....	12.
Alais.....	8.	Limoux.....	6.
Alby.....	8.	Lodève.....	8.
Anduze.....	8.	Lunel.....	6.
Beaucaire.....	8.	Montpellier.....	20.
Béziers.....	10.	Narbonne.....	8.
Castres.....	10.	Nîmes.....	30.
Carcassonne.....	10.	Pezenas.....	6.
Castelnaudary.....	8.	S. <sup>t</sup> -Andéol (Bourg).....	6.
Castelsarrazin.....	6.	Saint-Esprit.....	6.
Cette.....	8.	Saint-Gilles.....	6.
Clermont.....	6.	Saint-Hippolyte.....	6.
Gaillac.....	8.	Tème.....	6.
Gange.....	6.	Toulouse.....	50.
Issingaux.....	6.	Uzès.....	8.
Lavaur.....	6.		

Les villes non comprises au présent état, enverront à

7  
l'Assemblée de la Sénéchaussée dont elles dépendent, le nombre  
de Députés fixé par l'article XXXI du Règlement général  
du 24 janyier dernier.

FAIT & arrêté au Conseil d'État du Roi, Sa Majesté y  
étant, tenu à Versailles, le sept Février mil sept cent quatre-  
vingt-neuf. *Signé* LAURENT DE VILLEDEUIL.

A P A R I S,  
DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

---

M. DCC. LXXXIX

f 3a